



ORLÉANS

pendant la **GRANDE**

GUERRE

une ville et des vies
À L'ARRIÈRE

AVIS
Le Maire de la Ville d'Orléans
invite tous ceux qui ont une
profession de bon
à se présenter d'urgence
M. CHAPLIN, rue
Le Maire d'Orléans | FREDERIC RAUBIN



La mairie d'Orléans, dans le cadre du Label Villes et Pays d'art et d'histoire ainsi que du cycle de commémoration de la grande guerre débuté en 2014, organise l'exposition «*Orléans pendant la Grande Guerre, une ville et des vies à l'arrière*», du 23 avril au 21 août 2016 au Musée des Beaux-arts d'Orléans.

Cette présentation nous donne l'occasion de découvrir des objets et des œuvres jamais présentés provenant des fonds 14/18 des archives municipales, des musées d'Orléans, des collections de la Médiathèque, du Centre Charles Péguy, des dons et prêts d'Orléanais mais aussi des emprunts aux archives départementales du Loiret, au Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, aux Amis du Patrimoine hospitalier d'Orléans et à la ville de Pithiviers. Ces objets, associés aux témoignages et archives recueillis, sont autant d'illustrations touchantes de l'histoire d'Orléans.

La conception de cette exposition est le fruit d'un travail commun mené par trois commissaires issus du **centre Charles Péguy**, des **médiathèques d'Orléans** et des **archives municipales**.

L'ONACVG, **le Bleuet de France** et **la DRAC** sont partenaires de l'exposition.



En 1914, la France, l'Europe et le Monde basculaient dans un terrible conflit qui allait plonger les populations de 72 pays dans quatre longues années d'une guerre dévastatrice. Et même si les derniers témoins de cette guerre ont aujourd'hui disparu, leur histoire est encore très présente dans nos mémoires personnelles, nourries par nos grands-parents puis nos parents. Nous sommes encore beaucoup à avoir connu des survivants. Un siècle, ce n'est pas si vieux ! Mais pour la jeune génération, c'est déjà l'Histoire.

S'inscrivant dans le cycle des commémorations nationales qui ont débuté en 2014, Orléans a mobilisé sa mémoire et celle de ses habitants, à la fois pour honorer «*Ceux de 14*» mais aussi et surtout pour transmettre, au nom des valeurs de la République, l'Histoire aux générations futures. De nombreux événements ont émaillé les années 2014 et 2015 : conférences, tables rondes, lectures, spectacles autour de personnalités illustres telles que Charles Péguy, Maurice Genevoix. Le musée Péguy a été reconfiguré, de nouvelles archives (municipales, départementales) ont été numérisées ou mises en ligne. Il faut y ajouter l'implication remarquable des écoles et des associations d'anciens combattants.

Orléans n'a pas été une ville du front. Elle n'a pas été touchée sur son sol par des combats. En revanche elle a été mobilisée pour faire face à l'effort de guerre. Pendant cette période, elle a subi une métamorphose profonde comme le décrit cette rétrospective sur la vie des Orléanais de 1914 à 1919.

L'exposition nous retrace, grâce à des archives et des témoignages d'une grande richesse, souvent méconnus, voire inédits, le travail quotidien pour approvisionner le front en vêtements, nourriture, matériel de toute sorte. Elle nous raconte le dévouement des infirmières de la Croix-Rouge pour soigner les blessés, le deuil des familles.

La municipalité, sous la gouvernance de Fernand Rabier, est mise à l'épreuve. Mobilisés, les plus jeunes élus sont partis combattre. Il faut faire face à un afflux considérable de population : des réfugiés venus de Belgique ou des départements envahis, des troupes (parfois étrangères comme celle de l'armée anglo-indienne), des blessés, de la main-d'œuvre (nombreux travailleurs Chinois), trouver des locaux pour les blessés (jusqu'à 40 hôpitaux auxiliaires seront mis en place), recenser et réquisitionner des logements. De 72 000 habitants, la Ville d'Orléans comptera, un temps, plus de 100 000 personnes. Le maire aura aussi la lourde responsabilité d'annoncer aux familles la disparition des soldats «*morts au champ d'honneur*».

De ces terribles années surgiront, entre autres, de formidables engagements de personnes comme Marie Chassot qui créera une école de rééducation des mutilés de guerre et travaillera à leur réinsertion dans la vie civile, ou encore Madeleine Dolbeau, infirmière bénévole, qui a laissé un très intéressant journal.

Je veux dire merci aux donateurs ou prêteurs de fonds privés, parfois très importants, et à tous ceux qui ont mis leur savoir au service de notre mémoire. Ils rendent ainsi un hommage émouvant à toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés, rassemblés, au-delà des différences, pour traverser cette terrible épreuve.

*Se Souvenir pour que l'Histoire
ne tégaye pas...*

Olivier CARRÉ
Maire d'Orléans
Député du Loiret

Orléans, — — l'été 1914

À la veille de la Première Guerre mondiale, Orléans compte environ 72 000 habitants. À la fois ouvrière et bourgeoise, la ville, située à quelques heures de Paris grâce au chemin de fer et aux deux gares d'Orléans et des Aubrais, est également une ville de garnison. Siège du 5^e corps d'armée depuis 1873, Orléans abrite plusieurs casernes et le 131^e Régiment d'infanterie cher au cœur des Orléanais.

En cette année où tout va basculer, Orléans est une ville qui poursuit la mutation urbaine qu'elle a amorcée à la fin du siècle précédent: des projets d'urbanisme importants sont réalisés, débattus ou prévus.

Aux joyeuses fêtes de la Mi-carême et aux cortèges de chars fleuris du printemps 1914 vont succéder les grands événements internationaux qui n'inquiètent pas outre mesure les populations, à Orléans comme ailleurs.

La France se passionne alors bien plus pour «l'affaire Caillaux» que pour l'attentat de Sarajevo...



Arrivée du 8^e Régiment de Chasseurs
Carte-photo, 10 avril 1914
Archives municipales d'Orléans,
Fonds Chassot



Plan monumental d'Orléans
Paris,
[vers 1916-1919]
Archives municipales d'Orléans (1F186)

Les projets urbains en 1914

Le 19 mai 1912, le nouveau maire, Fernand Rabier, se fixe trois priorités: résoudre les questions d'hygiène publique, accroître l'activité commerciale et industrielle de la ville, assurer les travaux qui la rendront plus attractive.

En dehors des programmes d'amélioration de la voirie et des établissements scolaires, plusieurs projets controversés cristallisent l'attention de l'opinion.

Au nord-ouest, deux nouvelles casernes sortent de terre. En contrepartie, l'Armée doit désaffecter la caserne de l'Étape, située en centre-ville, en vue de la création d'un quartier résidentiel. Fernand Rabier envisage aussi la démolition du Campo Santo. Mais, en 1913, les détracteurs le font classer, proposant l'aménagement d'un musée lapidaire. Parallèlement, les partisans d'un parc des sports sur le terrain du cimetière Saint-Vincent, désaffecté depuis 1913, s'opposent à ceux qui souhaitent la création d'un parc public.

En mars 1914, le tracé du futur quartier du Baron est adopté. Au nord-ouest, la municipalité poursuit l'achat des terrains nécessaires à la création d'un champ d'aviation initialement prévu pour l'Armée. Au sud de la Loire, après la découverte de vestiges archéologiques, une polémique se crée autour de la reconstitution du Fort des Tourelles. En mai, après de nombreuses procédures, la tour adossée à l'église Saint-Paterne est démolie. C'est le cas également de la bibliothèque, accolée au Campo Santo, dont les fonds ont été transférés dans l'ancien Évêché deux mois plus tôt. On projette aussi de prolonger le canal d'Orléans et d'agrandir la place de la Gare.



Projet de garage pour aéroplane: perspective
Lavis par G. Vinant, mai 1909
Archives municipales d'Orléans (2H cote provisoire 3961)



Photographie
Collection particulière

Les manifestations publiques à la veille de la Guerre

Les programmes des manifestations publiques et des spectacles laissent entrevoir une société où l'on s'amuse, loin de l'idée d'une guerre à venir. Les revues musicales comme *Ira qui rit* ou encore *Orléans tout le monde décent* (sic) ravissent les Orléanais. L'auteur satirique Paul d'Orléans y tourne l'actualité locale en dérision: les fêtes de gymnastique, les projets urbains et même la municipalité!

En mars, ce sont les fêtes de la Mi-Carême et l'élection de sa reine des reines, Lucienne Frémont. Dans le défilé, les Orléanais voient passer le Char de la Joconde, allusion amusante à la restitution du célèbre tableau volé en 1911. En avril, la municipalité accueille le 8^e régiment de Chasseurs à cheval commandé par le Colonel Chassot. Quelques jours plus tard, les 485^e fêtes de Jeanne d'Arc débutent. Fin mai, la Société nautique du Loiret organise des régates nationales sur la Loire. Le 14 juillet, différents jeux sont organisés dans les quartiers de la ville. Le soir, les bombes et fusées de l'artificier Gérin émerveillent les spectateurs. Le bruit est celui de la fête et n'évoque pas encore les champs de bataille. L'Union cycliste d'Orléans annonce même pour le 2 août, une sortie de 150 kilomètres et pour les 15 et 16, une promenade de deux jours à Fontainebleau...

Mais comme l'écrit Paul d'Orléans de façon prémonitrice: *Jeunes Guépins, levez la tête. Voyez là-bas la frêle silhouette d'un biplan portant haut votre cher drapeau. Dominant l'Alsace-Lorraine, il lui prédit la revanche prochaine. Certains du succès, soyez toujours prêts!*



Carte postale
Centre Charles Péguy

L'affaire Caillaux

Le 16 mars 1914, Gaston Calmette, directeur du journal *Le Figaro*, est assassiné dans son bureau par Henriette Caillaux, femme du ministre des finances, Joseph Caillaux.

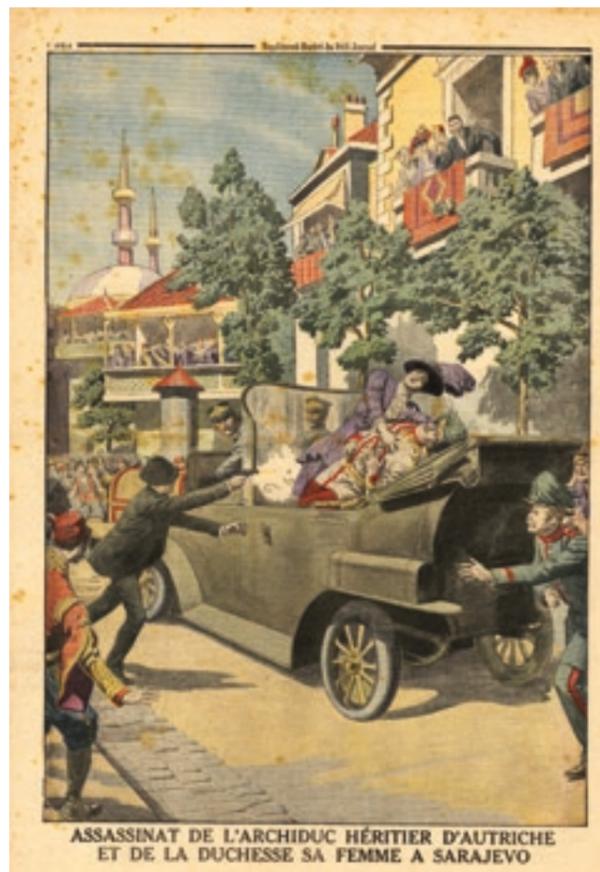
Cette affaire va passionner les Français, et ne quittera pas la une des journaux jusqu'au procès en assises dans les derniers jours de juillet.

Plus qu'un fait divers, l'affaire Caillaux mêle vie privée et politique. Dans la perspective des élections législatives d'avril-mai 1914, une dure campagne de dénigrement est menée contre Joseph Caillaux, président du parti radical, défenseur de l'impôt sur le revenu et partisan d'une politique de conciliation avec l'Allemagne. À la tête de cette offensive, le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette, va jusqu'à publier des lettres intimes des Caillaux pour discréditer l'homme politique.

Le procès à grand spectacle – 2000 personnes y assistent – se tient du 20 au 28 juillet 1914, en pleine crise des Balkans. Henriette Caillaux est acquittée, son avocat plaidant le crime passionnel. Dans le même temps, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.



Centre Charles Péguy



L'attentat de Sarajevo

Le dimanche 28 juin 1914, l'archiduc François Ferdinand, héritier de l'empire austro-hongrois, et son épouse la duchesse de Hohenberg, sont assassinés à Sarajevo par un nationaliste serbe de Bosnie, Gavrilo Princip, membre du groupe *Jeune Bosnie*. On considère cet événement comme l'élément déclencheur de la Première Guerre Mondiale.

Cependant, les hommes politiques et l'opinion publique ne semblent pas inquiets : il s'agit d'une crise régionale qui doit se régler par voie diplomatique et conférences internationales. L'attentat de Sarajevo disparaît de la une des journaux qui s'intéressent beaucoup plus à la mise en place de l'impôt sur le revenu, à l'ouverture prochaine du canal de Panama, à la victoire du boxeur français Carpentier à Londres, ou au procès sensationnel d'Henriette Caillaux.

L'ultimatum de l'Autriche remis le 23 juillet 1914 à la Serbie accélère les tensions aboutissant à la déclaration de guerre de l'empire austro-hongrois aux Serbes. Par le jeu des alliances, l'Europe va basculer dans quatre années de guerre.



Collection particulière

L'approche de la guerre et la mobilisation

Le 28 juillet, l'Autriche-Hongrie, appuyée par l'Allemagne, déclare la guerre à la Serbie soutenue par la Russie. La population voit la guerre se rapprocher.

Dès le 30 juillet, les Orléanais font la queue devant la Banque de France afin d'échanger leurs billets contre de la monnaie. L'Union des ouvriers du Loiret, affiliée à la CGT, appelle à un grand meeting contre la guerre à la Bourse du travail rue de Recouvrance. La réunion rassemble 300 personnes selon la police et 1 200 selon les organisateurs. Dans la nuit, une dépêche du préfet ordonne aux maires de faire rentrer les permissionnaires et d'avertir les populations de la prochaine réquisition des chevaux. Le 1^{er} août, l'Allemagne mobilise et déclare la guerre à la Russie. Le soir même, un roulement de tambour se fait entendre rue de Bourgogne, le tocsin sonne au beffroi, à la cathédrale et dans d'autres paroisses.

Dans l'imprimerie où travaillent Louis Derenne et son père, on rajoute une colonne de dernière heure au Patriote orléanais : « Mobilisation générale ».

À huit heures du soir, la foule se presse devant les affiches de mobilisation et s'arrache les journaux.

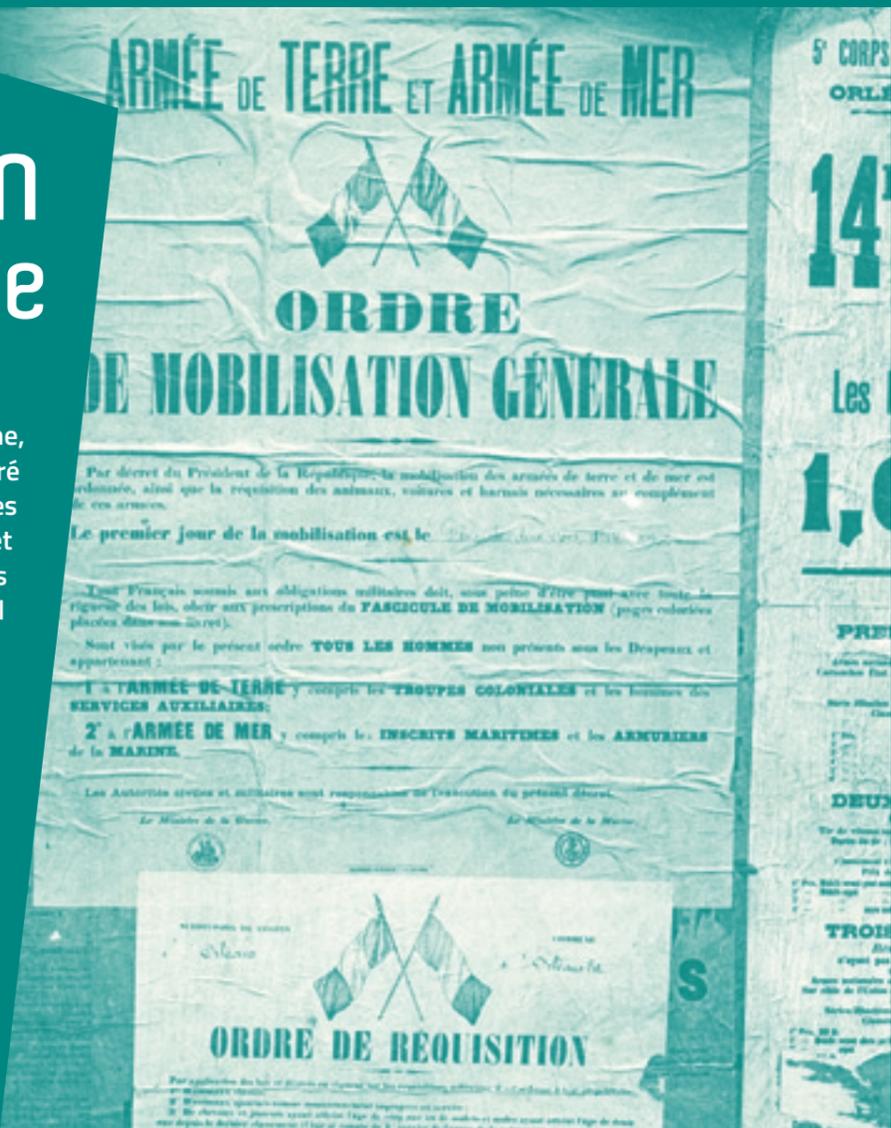
Dès le 2 août, la ville est aux soldats : fourgons d'artillerie décorés de fleurs, ravitaillement destiné aux troupes sur les boulevards, réservistes qui rejoignent leurs garnisons par le train. Lors de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3 août, l'opinion accepte cette guerre nécessaire. Le 131^e Régiment d'Infanterie d'Orléans part en musique, un soldat se détache des rangs et entonne *Le Chant du Départ*.

« Avec le 131^e c'est le cœur d'Orléans qui s'en va » conclut Louis Derenne.

Vers la — mobilisation générale

2 août 1914.
 Les Orléanais Henri Soudé, Louis Derenne, l'infirmière Madeleine Dolbeau, l'abbé André Marsy nous livrent leurs témoignages sur ces premières journées enfiévrées et nous restituent cette ambiance faite des roulements du tambour de ville, de l'appel du tocsin au beffroi, des volées de cloches au sommet de la cathédrale et des églises, des attroupements hébétés devant les affiches placardées, «l'union sacrée» des accolades et poignées de mains fraternelles dans les rues, des cris «À Berlin ! Ils veulent la guerre, ils l'auront ! ». Orléans offre une nouvelle figure «virilisée». Les rues se remplissent et déversent leurs contingents de mobilisés vers la gare qui bientôt ne sera plus accessible aux civils ; on s'arrache les journaux de Paris tandis que les Orléanais, inquiets, se massent devant la Banque de France, rue de la République, pour retirer leur argent.

À cette ambiance collective électrique, et ses débordements patriotiques répondent la fermeture des entreprises et le départ des employés, le chagrin et l'angoisse des familles.



La haine des Allemands gagne les Orléanais

La guerre déclarée, une certaine exaltation patriotique et nationaliste se manifeste en ville. On apprend par plusieurs témoins comme Louis Derenne que des commerçants d'origine allemande (Klaas Pander et le coiffeur Koch) ont été hués par la population et leurs boutiques mises à sac. La photographe Julia Lecoustey, place Bannier, informe le maire de l'attaque de sa boutique, son ouvrier polonais ayant été pris pour un Allemand. Des lettres, certaines anonymes, dénoncent au maire des personnes qu'elles suspectent d'être allemandes. Des histoires d'espions courent la ville. L'abbé Marsy rapporte la rumeur selon laquelle un espion allemand aurait été fusillé le 5 août au matin. Il s'agit en réalité d'un ouvrier de bijouterie hollandais retranché derrière les fenêtres du magasin, rue Royale, d'où il voit «l'énorme foule battre les murs».



Casque Adrian
Après juin 1915
Collection particulière

Conscrits au Pré Pinson
Collection particulière



Képi du
131^e régiment
d'infanterie
collection
particulière

Photographie
anonyme



Départ pour
le Front
à Orléans,
1915
Collection
particulière

Le soldat
Huile sur toile de Marcel Roche, 1916.
Musée historique et archéologique de l'Orléanais (2013.6.16)



L'affaire des bouillons Kub

L'«affaire des bouillons Kub» prendra une ampleur nationale et durera plusieurs années. La Société, bien que suisse, est suspectée de détenir des capitaux allemands. Un télégramme du ministère de la sûreté nationale demande aux préfets de France et d'Algérie de faire détruire les affiches publicitaires des bouillons Kub, en particulier le long des voies ferrées. Une rumeur prétendait qu'elles servaient de panneaux indicateurs pour diriger les Allemands vers Paris.

Dans le courrier des lecteurs du *Journal du Loiret* du 21 juin 1915, une Orléanaise s'étonne que l'on ait laissé l'une de ces réclames sur un pignon du boulevard Alexandre-Martin. Le journal répond qu'on aurait dû voir disparaître aussi les réclames de la marque Maggi dès le début de la guerre. La société devra attendre un jugement publié dans la *Gazette des tribunaux* le 3 février 1916 pour reprendre son activité et convaincre l'opinion par voie de publicité qu'elle est bien une société française!

Entre-temps, le «Consommé Jeanne d'Arc F.F.Q.E» («Fabrication Française Qualité Extra») l'a remplacée à Orléans... ??



Dépliant publicitaire
Archives départementales du Loiret
(4M14)

Une municipalité dans la guerre

Fernand Rabier, figure locale et nationale, est élu maire d'Orléans en mai 1912. Lorsque la guerre éclate, il sera, comme les autres maires de France, sous l'autorité du préfet, le relais du ministère de la guerre.

Dès le conseil municipal du dimanche 2 août 1914, les mesures d'urgence sont examinées : secours aux familles des mobilisés et aux chômeurs, approvisionnement de la ville, en particulier la fabrication du pain. Tout au long du conflit, le maire devra : maintenir le calme dans la ville, assurer la dignité des manifestations publiques, rendre hommage aux armées alliées, poursuivre les affaires courantes, pourvoir aux vacances de postes, soutenir et encadrer le commerce, assurer la sécurité... Enfin il aura la lourde responsabilité d'annoncer aux familles la mort des soldats au combat.

Avis de décès n° 1201 à 1300 adressés à la Mairie et Avis d'inhumation 6 septembre 1914 au 21 juillet 1915

Archives municipales d'Orléans (4H51)



Buste de Fernand Rabier
Sculpture de Georges-Henri Lemaire

Musée historique et archéologique de l'Orléanais (SN 104)

Le rôle du maire

Le maire représente l'exécutif de la commune mais aussi l'État pour certaines de ses attributions. Durant la guerre, son rôle d'intermédiaire entre la population civile, l'État et l'Armée est exacerbé.

En l'absence de recensement de la population, et du fait des nombreux mouvements migratoires et décès, l'état civil est l'une des priorités. Dès août 1914, une circulaire du Ministère du travail et de la prévoyance sociale rappelle que les registres doivent être tenus « autant que possible, aussi exactement en temps de guerre qu'en temps de paix ». Le maire est chargé d'annoncer les décès aux familles. Sous l'autorité du Préfet, il possède aussi certains pouvoirs de police pour réglementer la vie des civils et faire appliquer les lois et règlements.

À ce titre, beaucoup d'arrêtés municipaux vont venir en appui des arrêtés préfectoraux pour relayer les levées d'hommes, les réquisitions, les restrictions, le contrôle des prix ou encore la circulation des personnes.

Il rappelle les permissionnaires pour le compte de l'Armée. Il peut également enquêter discrètement auprès des familles pour savoir si les hommes portés disparus ou morts ne désertent pas le front en réalité.

Les nombreux courriers qu'on lui adresse le présentent comme le dernier recours. La population orléanaise et réfugiées réclame du travail, des logements ou recherche des nouvelles de leurs proches. Des poilus lui écrivent pour demander un secours financier, des photographies de leurs enfants, une marraine de guerre, voire une surveillance des agissements des épouses...

Le conseil municipal face à la guerre

Le dimanche 2 août 1914, le conseil municipal est convoqué d'urgence pour examiner les mesures à prendre. La première est d'aider les familles des mobilisés et les travailleurs qui se retrouvent au chômage. La seconde encourage à poursuivre les travaux afin d'employer les ouvriers non mobilisés, éviter le chômage et un effondrement de l'économie. La municipalité s'interroge sur l'approvisionnement et les risques de spéculation. Elle se charge de réguler la vente et d'encadrer les prix. Elle s'inquiète surtout du départ des boulangers car il faut maintenir la distribution du pain. L'objectif est d'éviter les mouvements de panique et les émeutes.

Représentant l'échelon administratif territorial le plus proche de la population, la municipalité va organiser durant plus de 4 ans, sous l'autorité de l'Armée et de l'État, la vie des Orléanais. Le ravitaillement sera au cœur de ses préoccupations.

Il faudra faire face aux réquisitions et aux passages de troupes. Cependant, comme le montrent les procès-verbaux, les questions liées au conflit n'accaparent pas tous les débats. En l'absence de 8 élus sur 36, le conseil municipal continue de fonctionner normalement et contribue au maintien de l'ordre.

La loi du 15 avril 1916 proroge les pouvoirs des conseillers municipaux et ajourne les élections locales. Les municipalités élues en mai 1912 resteront en place durant 7 ans. Albert Laville, maire élu en 1919, rendra hommage à la municipalité sortante, et notamment au premier maire-adjoint, Alexandre Avisse, qui « pendant 5 ans, a rempli des fonctions extrêmement délicates, difficiles, souvent pénibles, avec un zèle et un dévouement inlassable ».

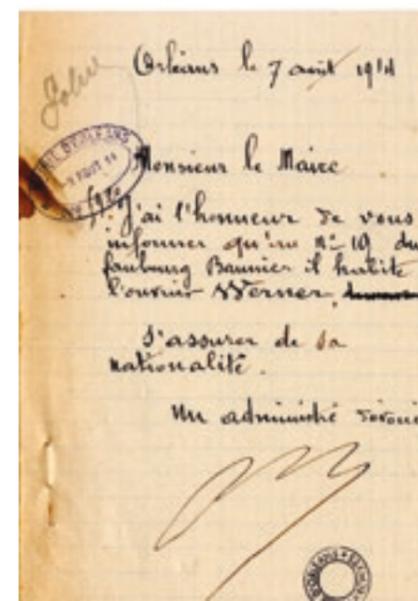


Salle du conseil municipal à l'hôtel Groslois

Archives municipales d'Orléans (2F1420)

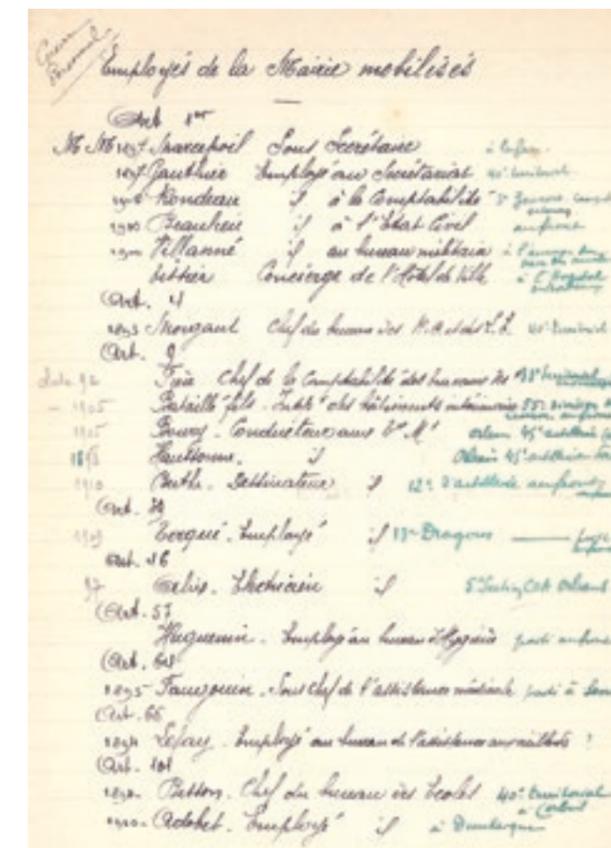
Dénonciation de l'ouvrier Werner 7 août 1914

Archives municipales d'Orléans (4H58)



Liste d'employés mobilisés

Archives municipales d'Orléans (4H36)



La mobilisation des élus et du personnel municipal

La mobilisation générale n'épargne pas les élus municipaux.

Sur 36 membres du conseil municipal, 8 sont mobilisés. Ils ont entre 34 et 43 ans. Denis Donon assistera ponctuellement à quelques séances durant la guerre. Denis Depaillier ne revient qu'en janvier 1919. Jean Couhier, Louis Clapin, Louis Godard, Gaston Leroy et Armant Vaillant ne réintègrent leur place qu'en décembre 1919.

Maurice Dubois, décoré à de nombreuses reprises, décède à la suite d'un accident, le 14 janvier 1919.

De l'entrée en guerre à la fin des hostilités, les agents municipaux en âge d'être mobilisés vont quitter leurs postes pour rejoindre leurs régiments d'incorporation. En 1914, une note évoque ainsi 29 départs pour 55 postes. L'administration municipale va devoir trouver des solutions pour fonctionner. En outre, certains secteurs vont être très rapidement sollicités du fait de la guerre, comme le bureau de l'État civil qui n'a plus que 2 agents sur 7 et qui doit, dès août 1914, absorber l'afflux des demandes de renseignements des familles et la masse des avis de décès à transcrire dans les registres.

— La ville se — métamorphose

L'une des caractéristiques de la guerre a été de voir la ville changer d'aspect sous l'afflux massif de nouvelles populations, civiles ou militaires.

Très tôt des réfugiés désemparés venus de Belgique et des départements envahis du nord de la France trouvent refuge à Orléans qui doit organiser leur accueil dans des conditions difficiles.

La gare deviendra le point stratégique du brassage des contingents, troupes coloniales et alliées. Anglo-indiens et Highlanders écossais feront l'étonnement des civils, et l'entrée en guerre des États-Unis sera l'occasion de pavoiser les rues de la ville lors de leur fête nationale. L'armée investit la ville.

L'immense besoin de main-d'œuvre dans les usines nécessite de recourir à une main-d'œuvre étrangère, travailleurs chinois et prisonniers allemands.

Toute la ville se transforme au rythme de l'arrivée des blessés soignés par la Croix Rouge dans les écoles réquisitionnées. Une personnalité féminine se dégage, Marie Chassot, qui crée un centre de ré-éducation pour les mutilés.



Orléans, siège du 5^e corps d'armée

En 1914, Orléans, siège du quartier général du 5^e corps d'armée, qui comprend la Seine-et-Marne, la Seine, une partie de la Seine-et-Oise, l'Yonne, le Loir-et-Cher et le Loiret, compte sept casernes et diverses installations militaires.

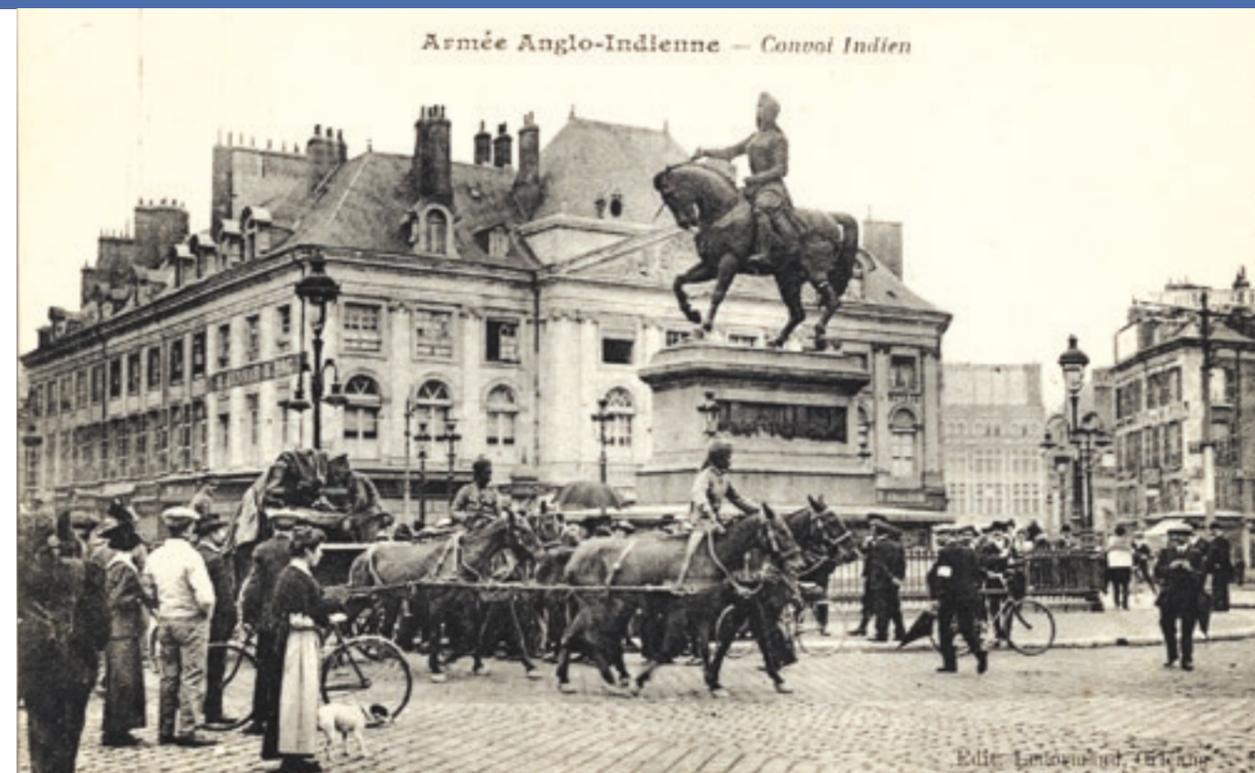
Les casernes Saint-Charles, près de Saint-Jean-le-Blanc et de l'Étape boulevard Alexandre-Martin, sont les plus anciennes. Elles accueillent respectivement la 5^e section de commis et ouvriers militaires et le 45^e Régiment d'artillerie. Quand la guerre éclate, la caserne de l'Étape doit être désaffectée, mais le projet est reporté après-guerre. Les quartiers de Sonis et Louis-Rossat, boulevard de Châteaudun et rue des Vaupulents, sont en voie d'achèvement. Le 8^e Chasseurs à cheval et le 4^e Bataillon de Chasseurs cyclistes s'y installent quelques mois avant le conflit. Le 30^e Régiment d'artillerie loge dans le quartier Dunois rue du Réservoir.

Le quartier Châtillon rue Eugène Vignat est le siège du 32^e Régiment d'artillerie.

La caserne Coligny, rue du Faubourg Bannier, abrite le 131^e Régiment d'infanterie. Outre le quartier général de la rue de la Bretonnerie, Orléans compte aussi une école d'artillerie, quai du Fort-Alleaume, un parc à fourrage, rue de Coulmiers, un parc d'artillerie, rue du Parc et la manutention militaire, boulevard Rocheplatte. Les manœuvres se font à l'île Arrault ou sur le terrain des Groues.

Avec la guerre, l'Armée va réquisitionner de nombreux logements pour le cantonnement de ses hommes. Elle va aussi utiliser des équipements publics. L'ancien cimetière Saint-Vincent sert à parquer les chevaux, le camp des Tourelles est installé près de l'île Arrault, le Campo Santo abrite l'intendance, les boulangeries de campagne utilisent ponctuellement les mails et le Champ de Mars.

Carte postale
Orléans, 1914.
Escadrille d'avions
blindés
Collection particulière



Collection particulière



Carte postale
Guerre européenne 1914 - 1915
Orléans (Loiret) Les boulangers
et leurs fours de campagne
Collection particulière



Carte postale
Magasin du campement -
161, bd de Châteaudun
Collection particulière



Photographie anonyme
Soldats anglo-indiens
dans la gare d'Orléans
Collection particulière

L'arrivée des réfugiés

L'invasion de la Belgique et de dix départements français, mais aussi la fuite des Parisiens, ont entraîné le déplacement de millions de personnes qui ont dû quitter leur domicile pour se réfugier à l'intérieur du pays.

Le Loiret a été un des départements qui a accueilli le plus de réfugiés.

Le premier afflux de réfugiés – on disait aussi émigrés – date des premiers jours du conflit. Dès le 6 août, Le Republicain orléanais signale l'arrivée à Orléans de plus de 700 émigrés venant de Toul et d'Épinal. Le journal de l'infirmière Madeleine Dolbeau nous renseigne sur le passage de 3000 émigrés venus de Nancy et de Toul. Les civils de la place forte de Toul sont évacués par l'armée comme « bouches inutiles ». En 1918 le nombre de réfugiés est au plus haut dans le Loiret : aux habitants des régions à nouveau envahies s'ajoutent les Parisiens fuyant les bombardements. Orléans concentre le plus grand nombre de ces réfugiés.

Le 2 décembre 1914 Le Republicain orléanais écrit : « La population orléanaise sait-elle que pas moins d'un millier d'émigrés vivent dans ses murs depuis plus de trois mois ? ». Dans son édition du 10 avril 1918, le journal affirme que la population d'Orléans dépasserait les 101000 habitants, pour 72000 en 1911. Aux réfugiés installés, s'ajoutent ceux qui sont en transit dans les gares d'Orléans et des Aubrais où se fait la répartition par département.

Département du Loiret :
avis aux belges
Affiche bilingue, [vers 1915]
Archives municipales d'Orléans
(3D cote provisoire 931)



De nouveaux visages à Orléans

Orléans est loin du front, mais l'Orléanais est placé le 4 septembre 1914 dans la zone des armées, sous l'autorité du général commandant en chef.

Les mouvements de troupes et de populations traduisent l'atmosphère d'une ville en état d'alerte perpétuelle.

La gare devient la plaque tournante des troupes en partance vers le front ou d'autres destinations. Les rapports de la police municipale détaillent pour chaque convoi le nombre de soldats, leur nationalité et leur provenance, Russes, Tchèques, Serbes, Sénégalais, et pour les blessés acheminés vers les hôpitaux temporaires, la nature de leur blessure et la bataille où ils ont été blessés.

La présence des Anglais dans la ville est telle qu'on imprime dès 1914 un vocabulaire bilingue. Les troupes de l'armée des Indes suscitent l'étonnement des Orléanais lors de leurs déplacements entre la gare et leurs différents cantonnements. L'entrée en guerre des Américains offrira l'occasion de pavoiser les rues et de célébrer leur Fête nationale le 4 juillet 1918.

Travailleurs spécialisés retirés du front, jeunes recrues, infirmiers indochinois, travailleurs chinois, bûcherons canadiens, réfugiés de Belgique ou des départements français occupés, prisonniers allemands et autrichiens dirigés au camp des Groues avant leur départ vers des lieux de travaux agricoles, ce sont des milliers d'hommes qui vont transiter ou s'arrêter à Orléans, nécessitant une logistique considérable pour ravitailler et accueillir cette population.

Les réfugiés
Le Flambeau,
12 juin 1915.
Centre Charles Péguy



Le Miroir, Noël 1914
Centre Charles Péguy



Les conditions de vie des réfugiés

Pour la plupart, ils sont démunis du strict nécessaire, certains partis sans rien, d'autres ayant perdu leurs bagages. L'assistance aux réfugiés est gérée par un service de la mairie, selon les conditions fixées le 1^{er} décembre 1914 par le ministre de l'Intérieur. Les réfugiés bénéficient aussi d'aides privées. La presse publie régulièrement des offres d'emploi, des appels aux dons, des avis pour la reconstitution des familles. Des comités se créent, certains formés par des réfugiés eux-mêmes tels le « Réfugié ardennais » et le « Groupement des réfugiés du Loiret ». Le produit des fêtes et des ventes (petit drapeau, brochure) organisées en hommage à la Belgique permet la distribution de secours en espèces, de dons alimentaires, de vêtements et de chaussures. Ces comités maintiennent la solidarité entre les exilés et un soutien lors des deuils.

Mais malgré les aides apportées, les réfugiés déplorent leurs conditions d'existence et l'accueil qu'ils reçoivent dans l'Orléanais. Ainsi, le docteur Jacowski, venu de l'Aisne au printemps 1918, constate « avec amertume que quatre ans de guerre n'ont pas appris aux populations de l'intérieur que les évacués du nord ne sont pas des touristes ». Outre leurs biens, ils ont perdu une



« Dispositions concernant les étrangers »
Archives municipales d'Orléans (3Dcotepr930)



En gare d'Orléans. Les réfugiés.
Dessin de René Vallette, juin 1918
Collection particulière

partie de leur liberté, un arrêté du préfet du Loiret leur interdit de s'éloigner de plus de dix kilomètres de leur habitation. Un sauf-conduit n'est délivré que sur présentation d'une carte d'identité.

Les difficultés pour trouver un logement à Orléans s'accroissent en 1917-1918 du fait de la nécessité de loger les ouvriers des usines de guerre. Le recours en 1918 à des réquisitions crée des tensions entre propriétaires et réfugiés. Après avoir bénéficié d'un premier élan de charité, les réfugiés éprouvent l'hostilité des populations de l'intérieur.

Les cartes postales d'Émile Dupuis

Émile Dupuis naît à Orléans le 21 février 1877 de Charles Émile Dupuis, plâtrier et de Anne Barthélémy, domiciliés 3^{bis} rue Porte-Saint-Jean.

À partir de l'année scolaire 1891-1892, il suit des cours à l'école municipale de dessin. Son travail est récompensé par plusieurs prix distribués par l'École en 1893, 1894 et 1895. Recensé par l'Armée en 1897, il est exempté de service militaire en raison d'une difformité du pied gauche.

Émile Dupuis devient dessinateur-lithographe. En 1901, il quitte sa ville natale pour s'installer à Liège en Belgique et travailler dans l'atelier d'Auguste Bénard. Émile Dupuis est alors renommé pour son travail d'illustrateur et d'affichiste. Non mobilisé durant guerre, il publie plusieurs séries de cartes postales qui participent au discours patriotique et à la propagande antiallemande.

Ces cartes représentant les visages des soldats de toutes les armées combattantes de la Première Guerre connurent un grand succès.

Mosaïque composée à partir de la série de cartes postales d'Émile Dupuis
Archives municipales d'Orléans



Les prisonniers allemands au camp des Groues

Le terrain militaire des Groues va accueillir pendant toute la durée du conflit des prisonniers allemands.

En juillet 1915, le champ de manœuvres qu'avait utilisé l'aviation naissante avant la guerre, va être aménagé en camp de prisonniers, pourvu de tentes et de baraquements. Ce sera un va-et-vient incessant de milliers de soldats allemands et autrichiens qui vont gagner à pied la distance entre la gare d'Orléans et les Groues. Venu d'autres camps de prisonniers ou des lieux de leur capture (la Somme, Verdun, Douaumont) ils transitent par les Groues, avant d'être affectés aux moissons, aux corvées de manutention ou mis à la disposition des entrepreneurs pour l'achèvement du canal d'Orléans.

Les rapports de la police municipale et les journaux locaux nous renseignent sur ces passages. Ce sont parfois des convois de plus d'un millier d'hommes qui débarquent à Orléans, souvent de nuit, nécessitant un important service d'ordre. Il arrive que la population se masse sur leur passage rue de la Gare pour voir défiler les « Boches »...



Carte postale
Orléans 1914 –
Musique écossaise
Collection particulière



Photographie de prisonniers allemands.
Prolongement du canal d'Orléans, ouvrages en aval de l'écluse
Décembre 1915
Archives départementales du Loiret (1539535)

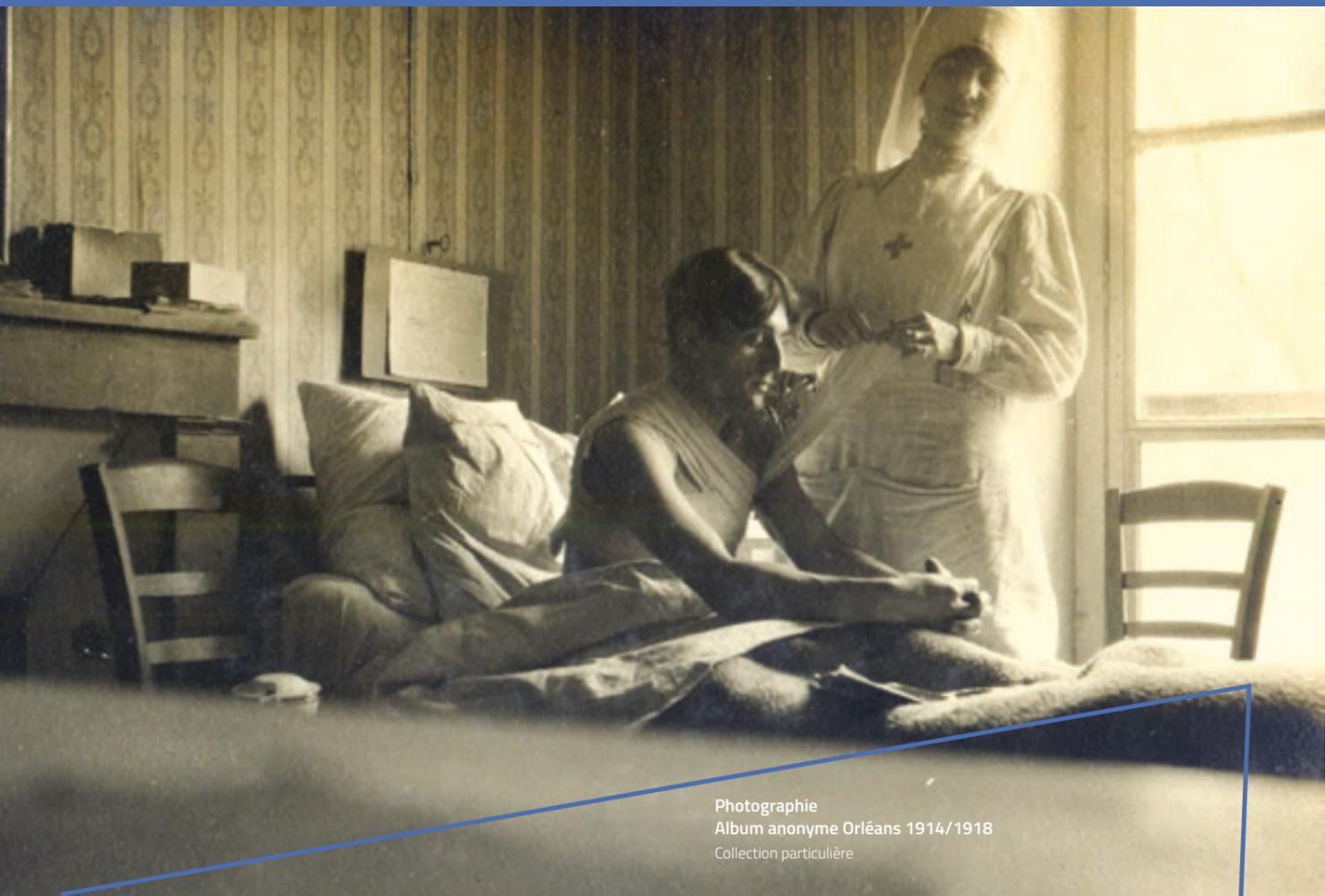
Les travailleurs chinois

Pendant la Première Guerre Mondiale, quelque 140 000 ouvriers chinois sont venus travailler en France afin de combler le manque de main-d'œuvre masculine. Les premiers travailleurs recrutés par les Français débarquent en août 1916 à Marseille après un voyage en mer de trois mois. Le dispositif interdisait toute tâche militaire, prévoyait un contrat de cinq ans et fixait les salaires.

En août 1917 Orléans accueille une centaine de ces travailleurs chinois, 160 en septembre et 400 arrivés le 28 octobre selon la presse locale. Affectés aux abattoirs, dans des ateliers de travail du cuir, rue de Recouvrance, ou dans les entrepôts de réparation d'effets militaires, rue des Murlins ou aux Aubrais, ils seront cantonnés principalement dans des bâtiments de la caserne Coligny. Suite aux rixes entre bandes de leur communauté ou avec des militaires, aux rancœurs des ouvriers au chômage, les relations des travailleurs chinois avec la population orléanaise ont été mouvementées comme peuvent en témoigner les lettres de protestation adressées au maire à l'occasion des réquisitions de logements.



Ci-dessus et ci-contre : les magasins d'artillerie d'Orléans (ouvriers anamites)
©Ecpad / journal : Centre Charles Péguy



Photographie
Album anonyme Orléans 1914/1918
Collection particulière

La prise en charge des blessés

Dès le début de la guerre, des milliers de soldats blessés doivent être évacués du front vers l'arrière. Du traitement d'urgence à la convalescence, c'est un véritable « parcours du blessé » qui se met en place.

Des postes de secours rudimentaires sur la ligne de feu où le blessé reçoit des soins sommaires, aux hôpitaux de l'intérieur, comme ceux d'Orléans et ses alentours, des structures sanitaires hiérarchisées vont constituer autant d'étapes dans le déplacement et la prise en charge des blessés : hôpitaux sous tentes où les opérations d'urgence sont pratiquées, tri des blessés auxquels on épingle une fiche d'évacuation, trains sanitaires vers les gares régulières aux arrêts desquels on vérifie les pansements et où l'on débarque les intransportables, gares de répartition enfin où les blessés sont acheminés vers leur destination finale.

La violence et la durée inattendue du conflit ont rapidement engorgé les hôpitaux traditionnels. Le Service de santé aux armées s'appuie sur la Croix-Rouge qui ouvre et entretient des hôpitaux temporaires installés dans des locaux réquisitionnés, écoles, institutions, couvents, châteaux...

De quelques lits d'une école maternelle à plusieurs dizaines d'un établissement supérieur, la cité va se transformer au rythme de l'afflux de centaines de blessés. Pas moins de 40 lieux à Orléans vont les accueillir, rendant indispensable la présence féminine et dévouée des aides-soignantes et des infirmières.



Fauteuil roulant
brancard
Début 20^e s.
Siège et dossier
capitoné en
cuir
Centre Hospitalier
d'Orléans



Costume d'infirmière
1^{er} quart du 20^e s.
Musée de la Grande Guerre
du Pays de Meaux

Collection particulière

Collection particulière



ORLÉANS. - Dispensaire de la Société de Secours aux Blessés Militaires - Un Pansement



Archives municipales d'Orléans – Fonds Chassot

Marie Chassot et son école de rééducation

Marie Chassot, femme du colonel qui dirige le 8^e Chasseurs, s'investit durant tout le conflit dans plusieurs œuvres destinées à secourir les victimes de guerre et les soldats. Très vite, elle est consciente que les mutilés auront des difficultés à reprendre leur activité professionnelle et à subvenir à leurs besoins une fois réformés par l'Armée.

Dès mars 1915, elle organise des ateliers d'apprentissage et la réinsertion professionnelle des blessés, notamment chez les commerçants et agriculteurs orléanais. En octobre 1915, soutenue par les autorités publiques, l'Œuvre orléanaise de rééducation et de placement des mutilés est officiellement créée. Elle accueille dans ses locaux, situés entre autres 10 rue Chappon puis dans les Jardins de l'Évêché, tous les mutilés de la 5^e Région militaire.

Jusqu'en 1921, Marie Chassot et ses deux filles, Claire et Germaine, feront vivre l'école de rééducation. Les archives montrent que Marie Chassot inspire un profond respect à ses contemporains. Son dévouement, son zèle et ses résultats sont cités à de nombreuses reprises dans la presse. En 1919, l'État lui remet la Médaille de la Reconnaissance française, destinée à distinguer les auteurs d'actes de dévouement accomplis durant la Guerre.



Archives municipales d'Orléans – Fonds Chassot

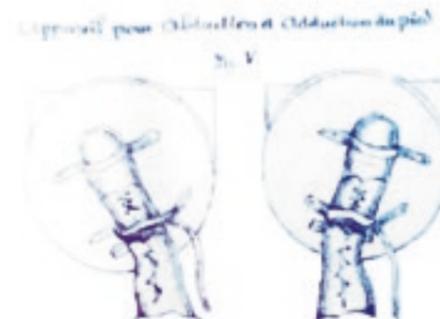


Archives municipales d'Orléans – Fonds Chassot



Prothèse de main avec les doigts articulés
1^{er} quart du 20^e s.

Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux



dessin ronéotypé sur les machines de rééducation

Archives départementales du Loiret (1J2005)



Bicyclette ergométrique
Début du 20^e s.
Centre Hospitalier d'Orléans



Madeleine Dolbeau, infirmière bénévole

Madeleine Dolbeau, comme d'autres jeunes femmes des familles orléanaises, propose ses services comme infirmière auprès de la Croix-Rouge qui aménage en hôpitaux temporaires des locaux publics ou privés.

Née en 1885, fille d'un entrepreneur orléanais, Madeleine Dolbeau a tenu un très intéressant journal de ses années de guerre au pensionnat Saint-Euverte vidé de ses occupants. Elle donne de précieux renseignements sur l'accueil des blessés et le type d'opérations pratiquées dans les hôpitaux de l'arrière. Elle dit l'émotion des infirmières, l'hôpital Saint-Euverte soignant des soldats de l'infanterie coloniale, les cours d'arabe et les funérailles musulmanes, la mort des tout jeunes soldats, les trains entiers de blessés qui affluent après la bataille de Verdun, les séances récréatives à *L'Alhambra*, son admiration pour l'efficacité des équipes chirurgicales américaines installées dans l'ancien évêché.

Témoin de la vie orléanaise, elle décrit l'ambiance enfiévrée des premiers jours d'août 1914 et l'euphorie qui s'empare des rues de la cité à l'annonce de l'armistice.



Photographie Madeleine Dolbeau au milieu
Collection particulière

Quand l'arrière soutient le front

À Orléans, comme partout en France, l'économie et la société civile sont mobilisées dans l'effort de guerre et le soutien au front.

L'armée devient le principal client des usines orléanaises qui fournissent du drap bleu horizon, des couvertures, du cuir, des conserves et du tabac. Des entrepôts de récupération de vêtements militaires sont montés et emploient des milliers de personnes. La Compagnie Générale d'Électricité s'implante en 1917 à Saint-Jean-de-Braye et produit des munitions. L'année 1917 sera marquée par des mouvements de revendication déclenchée par une main d'œuvre féminine sous-payée.

Les réquisitions militaires se poursuivent pour ravitailler le front; les grands emprunts nationaux répondent à la double nécessité de financer la guerre et d'entretenir l'implication des Français. Les civils maintiennent des liens essentiels avec le front par l'envoi de lettres et de colis. Des fonds sont levés en faveur des combattants lors de collectes ou de spectacles dans des salles telles l'Alhambra.



Boîte de chocolat Saintoin
Collection particulière

Les usines pendant la guerre

Comme l'agriculture, l'industrie a connu une période de désorganisation dans les semaines qui ont suivi la mobilisation. Outre le départ des ouvriers, ce sont les problèmes de transports qui ont le plus pénalisé les entreprises. Le charbon a souvent fait défaut. Certaines ont manqué de matières premières comme la chocolaterie-confiserie Saintoin qui doit arrêter temporairement sa production en novembre 1916 faute de sucre.

À l'opposé, de nombreux industriels ont largement profité des commandes des subsistances militaires. Il s'agissait de nourrir, habiller et équiper environ 8 millions de mobilisés. Ils feront l'objet, à la fin du conflit, des premiers impôts sur les bénéfices de guerre.

Les meuniers de l'agglomération sont sollicités ainsi que les fabricants de conserves, nombreux dans la région orléanaise.

Les deux entreprises Rime-Renard et Pesle-Ponroy emploient 1200 personnes pour une production mensuelle de 14 000 couvertures, 31 km de draps et 10 à 15 km de flanelle. En 1918, la réparation des effets militaires occupe 2 000 ouvrières et 5 000 travailleuses à domicile. Tous les tanneurs d'Orléans livrent des tonnes de cuirs corroyés pour les équipements.

Enfin, l'usine de la Compagnie Générale d'Électricité construite en février-mars 1917, rue d'Ambert à Saint-Jean-de-Braye, fabrique des munitions, grenades dites « citrons » et grenades VB (Viven-Bessière) puis des obus VB, des moteurs d'aviation Liberty et des hélices d'avions. Elle emploie 3 000 personnes.



Camion Delaugère
Photographie Archives municipales d'Orléans (3Fi878)

Affiches administratives Archives municipales d'Orléans



Photographie Bureau de placement - Orléans Archives municipales d'Orléans (3Fi1929)



Photographie Anonyme Orléans 1914 - 1918
Collection particulière



Boîtes de conserve : Collection particulière

1917, l'indemnité de « vie chère » aux ouvrières

Les femmes vont se trouver dans tous les secteurs d'activité où manquent les hommes mobilisés. Travailleuses et chefs de famille, elles subissent les difficultés grandissantes de la vie quotidienne, pénuries, augmentation considérable des prix, dureté du travail.

Dans toute la France, les mois de mai et juin 1917 seront marqués par la crise sociale qui en découle.

Les femmes n'hésiteront pas à présenter des revendications, à mener des grèves spontanées, à manifester, réclamant indemnités de « vie chère » et semaine anglaise (un jour et demi de congé).

À Orléans, le 5 juin, les couverturières de Rime-Renard font éclater la première grève. Le 6, à l'annexe de l'usine de grenades, rue des Beaumonts, l'équipe de nuit des « munitionnettes » cesse le travail et manifeste dans les rues de la ville en chantant *L'Internationale*.

Le 7, les ouvrières de Delaugère et Clayette sont en grève et les « cheminotes » demandent une augmentation de salaire. Après négociations, les ouvrières obtiennent la plupart du temps satisfaction.

Le soutien des civils

Les Français n'ont sans doute jamais autant écrit que pendant la Grande Guerre. Chaque poilu garde précieusement sur lui des photos de sa femme et de ses enfants ainsi que les lettres qu'il reçoit. La correspondance entretient le lien affectif et tente de maintenir la vie de famille ou de couple. Les poilus font des recommandations aux enfants et aux femmes. Ces dernières s'efforcent de remplir au mieux les colis autorisés par l'armée à partir du mois d'octobre 1914. Elles y mettent des vêtements chauds ou imperméables, des gants, des chaussettes et des écharpes tricotés grâce aux patrons fournis par les magazines féminins, mais aussi bible, chapelet, journaux qui souvent déçoivent le poilu.

La presse regorge de publicités pour des remèdes et des objets améliorant le confort des soldats : dentifrice, lotions, boussoles, stylos, boîtes de chocolat, cacao, tabac, lampes-électriques de poche.

Les mairies de guerre voient le jour en 1915 avec la création le 11 janvier de la première association : *La Famille du Soldat*. Elle bénéficie notamment du soutien de la publicité gratuite de *L'Écho de Paris*. *Le Journal du Loiret* joue également le rôle d'intermédiaire entre le soldat et la future marraine :

« DES MARRAINES POUR NOS SOLDATS

Nous tenons à les en remercier et à les prévenir que, d'ici quelques jours, elles recevront l'adresse exacte de leur filleul. »

Initialement prévues pour offrir réconfort et encouragement aux poilus isolés, ces relations faites de correspondances et de visites, ont parfois laissé place à des idylles vivement critiquées par les moralistes.



Exemple d'échanges de lettres, photographies et colis entre le front et l'arrière –

Collection particulière



La mode illustrée 1914

Centre Charles Péguy



œuvres de bienfaisance et œuvres de guerre

Dès le début des hostilités, les moyens classiques de secours aux personnes ne suffisent pas. Les initiatives qui s'appuient sur des œuvres de bienfaisance existantes ou nouvelles se multiplient. Leur but est de venir en aide aux combattants, aux prisonniers, aux blessés et mutilés, aux veuves et orphelins mais également aux populations civiles évacuées ou rapatriées.

Entre autres démarches, en septembre 1914, Monseigneur Touchet, évêque d'Orléans, annonce la création de *L'Habit chaud du soldat*. *L'Œuvre orléanaise de rééducation des mutilés* est fondée au début de 1915 par Marie Chassot.

La loi du 30 mai 1916 et le décret du 18 septembre 1916, relatifs aux œuvres qui font appel à la générosité publique, vont fixer un cadre légal aux œuvres qui ont pour but principal ou accessoire de soulager les souffrances occasionnées par la guerre. Des commissions départementales examinent les demandes de création de ces œuvres de guerre officialisées par arrêté préfectoral. Elles contrôlent également leurs recettes et dépenses. Ces œuvres de guerre sont en effet autorisées à recevoir des subventions publiques, à lever des souscriptions, à faire des quêtes à domicile et des collectes publiques, à vendre des objets ou encore à organiser des manifestations publiques telles que conférences, loteries ou tombolas.

D'après le *Recueil des actes administratifs de la Préfecture*, une vingtaine d'œuvres de guerre sont déclarées dans le Loiret entre 1917 et 1918.

Les emprunts nationaux

Durant la Première Guerre mondiale, l'épargne française est mise à contribution par le biais d'emprunts nationaux annuels (novembre 1915, octobre 1916, novembre 1917 et octobre 1918). Parallèlement, on assiste à une véritable chasse à l'or, la population étant incitée à échanger son or contre des billets.

Ces initiatives répondent à une double nécessité. Il s'agit de financer une guerre rendue particulièrement coûteuse par sa longueur, l'ampleur des moyens nécessaires et son caractère industriel. Mais cet enjeu coexiste avec celui de la mobilisation de la société tout entière.

En pressant les populations à souscrire aux emprunts, ou aux bons de la Défense nationale, les pouvoirs publics entendent entretenir l'implication des Français dans la guerre, l'organisation de journées du Poilu, du 75, des Alliés, etc... participe de la même volonté. Le devoir de l'arrière étant de soutenir les sacrifices endurés sur le front par les millions de mobilisés, l'État va recourir à des moyens de propagande variés tels que la presse, les conférences, les discours, l'affiche mais aussi le cinéma et l'école.

Les quatre emprunts permettront de récolter un montant total de 67 milliards de francs. Ces emprunts sont des emprunts « perpétuels » ; ils ne seront jamais remboursés mais rapporteront toujours 5 % à leurs souscripteurs.



Centre Charles Péguy

Pourvu qu'ils tiennent... — les civils !

Face à la durée impensable du conflit, l'écart se creuse entre l'horreur du front et la vie qui continue à l'arrière.

Des restrictions de toute nature voient le jour dès 1915 engendrant de grandes difficultés pour les entreprises et la vie quotidienne des civils. Les Orléanais sont invités à économiser et se procurer tickets de rationnement et cartes de denrées auprès de la mairie.

L'absence et le deuil, les demandes de recherche des soldats disparus pèsent lourdement sur le courage des civils. Tenir, c'est accepter cette mort du soldat héroïsé, que ce soit celle du poète Charles Péguy ou du poilu Ambroise Soudé...

Dans le même temps les salles de spectacle, dont l'activité est encadrée, offrent une récréation bienvenue aux habitants et aux permissionnaires.

Boîtes de conserve
Collection particulière



Le rationnement pour éviter la pénurie

Dès l'automne 1916, la baisse des récoltes conjuguée à la hausse des prix pèse sur la population des villes. Jusqu'en 1917, la production de blé diminue et la qualité du pain devient déplorable. *Le Républicain orléanais* publie le 9 novembre 1917 l'analyse d'un pain :

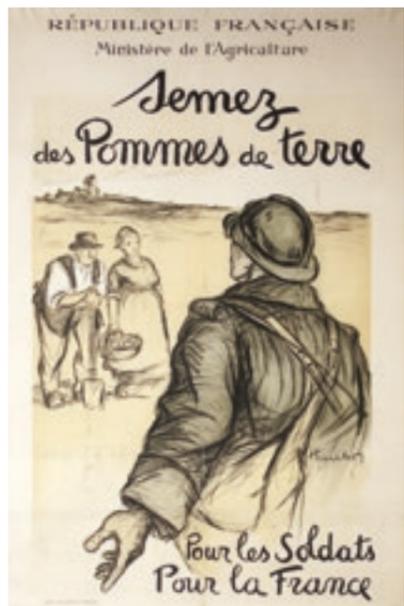
- 60% de farine de succédanés,
- 17% de millet et autres graines,
- 10% de sciure de bois,
- 10% de silex,
- 3% de seigle ergoté.

De l'automne 1914 à l'automne 1918, le prix des œufs a triplé, celui des poulets a quadruplé et celui du beurre a quintuplé.

Les besoins de l'Armée sont considérables en produits alimentaires mais aussi en pétrole du fait de la motorisation croissante du matériel militaire. Les ordres de réquisitions se multiplient et bientôt les cartes de rationnement font leur apparition. La mairie met en place, en octobre 1916, un Comité municipal d'approvisionnement formé de conseillers municipaux, de délégués du patronat et de la Bourse du travail, auxquels s'ajoutent les rédacteurs des quatre journaux orléanais. Subventionné par la ville, ce comité achète toutes sortes de denrées et les revend sans autre bénéfice que l'amortissement des frais.

Mais devant l'impuissance à maîtriser la hausse, la municipalité se résout à instituer une « carte de denrées » le 7 février 1917. Elle est remise en cause le 15 avril 1918 par l'application dans le Loiret de la carte individuelle d'alimentation et de la carte de pain nationale.

Dans les restaurants, le nombre de plats que l'on peut servir est réglementé et trois jours par semaine sont décrétés sans viande. La propagande officielle plaide dans les écoles, dans les journaux et sur les affiches en faveur des « restrictions » qui « préservent la santé » !



Centre Charles Péguy



Centre Charles Péguy



Médiathèque d'Orléans

La lutte contre l'alcoolisme

Les abus d'alcool, synonymes de comportements affectant l'ordre militaire, incitent les autorités militaires à encadrer sévèrement la consommation de boissons alcoolisées à l'arrière. Sont essentiellement visés les spiritueux, la vente d'absinthe étant interdite depuis l'entrée en guerre. Les horaires d'accès aux cafés se trouvent aussi réglementés.

Le cidre, la bière ou le vin – produit du sol français envahi – ne sont pas concernés par ces mesures.

Mais l'alcool est un problème de société identifié depuis la fin du 19^e siècle. En témoigne, pour lutter contre le fléau, ennemi de l'intérieur aussi redoutable que l'Allemagne, la création de nombreuses associations de tempérance (L'Alarme, La Ligue nationale contre l'alcoolisme). Ainsi Gustave Cauvin, militant syndicaliste de la Fédération ouvrière anti-alcoolique, va entamer des tournées de conférences cinématographiques comme celle de *L'Alhambra* en 1917.

Ces actions de prévention sont prises non sans paradoxe, parallèlement à une augmentation des rations journalières de vin attribuées aux poilus.



Affiche hygiène de guerre
Victor Prouvé
Centre Charles Péguy



Cuisinière et seu à charbon
Muséum d'histoire naturelle d'Orléans

Les salles de spectacle pendant la guerre

À Orléans, où sont accueillis victimes de guerre et réfugiés, où les hôpitaux temporaires débordent de blessés, les salles de spectacle poursuivent leur activité. Mais la municipalité veille à la dignité des manifestations et tente d'assurer l'équilibre entre besoin de divertissements et respect des soldats au front.

Réquisionné pendant la guerre, le théâtre municipal ne proposera pas de spectacles, reportés sur les autres salles de la ville. L'Alhambra dresse ses tours mauresques boulevard Alexandre Martin et offre une scène où alternent des revues de music-hall, des conférences, des projections de cinéma ou des soirées de bienfaisance au profit des réfugiés belges, des orphelins ou de la Croix Rouge. À la salle Loigny, près du boulevard Rocheplatte, se déroulent des séances de cinéma accompagnées au piano. La Salle des Nouveautés-Artistic Cinéma, boulevard Alexandre-Martin, s'assure un succès durable par la présence d'un orchestre accompagnant les films.



Nouveautés d'Orléans : programme
Été 1917

Archives municipales d'Orléans (28512)

Les spectacles et concerts participent aussi des hommages rendus aux peuples alliés, comme la *Brabançonne*, l'hymne national de Belgique. L'hôpital installé dans le pensionnat Saint-Euverte bénéficie d'un petit théâtre où vont se dérouler revues, concerts, kermesses et spectacles. La *Marseillaise* ou la chanson *Si tu veux faire mon bonheur*, une pièce de Labiche ou la revue comique *E. Verte*, vont égayer un parterre composé de blessés et de convalescents.

Alhambra d'Orléans : Grands
Galas de Music-Hall
Été 1917

Archives municipales d'Orléans (2851)



Entre le front et l'arrière, des liens ambigus

Une certaine incompréhension est apparue lorsque les combattants en permission redécouvraient l'arrière où les loisirs, la vie artistique et culturelle se poursuivaient. Le permissionnaire y voyait une forme d'indifférence vis-à-vis des souffrances des poilus. Ces tensions pouvaient se traduire par une représentation misogyne de la femme mais aussi par l'image récurrente du « profiteur de guerre » et surtout de « l'embusqué ».

Il est vrai que malgré la mort et les deuils, la population réclame sa part de joie.

Le cinéma, les pièces de théâtre divertissantes comme celles de Courteline ou de Labiche ont du succès ; les chansons des cafés-concerts sont reprises en chœur. L'une d'elle fait fureur au front comme à l'arrière : *La Madelon*, plusieurs fois remaniée pendant la guerre. Elle introduit de nombreuses soirées et est considérée comme la chanson patriotique par excellence. En 1918, elle fera concurrence à la chanson *Nénette et Rintintin*, petits porte-bonheur de laine.

La mode féminine n'est pas en reste. À côté des patrons de tricot pour les poilus, les conseils de mode y compris pour les veuves, sont nombreux dans les magazines féminins. C'est aussi l'âge d'or des romans-feuilletons. La vie continue...



Centre
Charles Péguy



La mort de Charles Péguy

Charles Péguy, né à Orléans le 7 janvier 1873, fait son service militaire au 131^e Régiment d'Infanterie d'Orléans. Il est nommé en 1897 sous-lieutenant de réserve au 276^e Régiment d'Infanterie à Coulommiers. Malgré ses charges familiales et professionnelles, le lieutenant Péguy part le 1^{er} août « soldat de la République pour le désarmement général et la dernière des guerres ».

Le 28 août 1914, son bataillon, ramené de la Lorraine dans l'Oise, commence une épuisante retraite et arrive au nord de Meaux le 5 septembre 1914.

La compagnie du lieutenant Péguy reçoit l'ordre d'enlever à la baïonnette la hauteur de Monthyon sous un feu violent. En moins d'une heure, l'unité perd les trois quarts de ses effectifs et ses trois officiers dont Péguy.

Sa mort héroïque est annoncée en première page de *L'Écho de Paris* le 19 septembre 1914 par Maurice Barrès. Les témoignages d'admiration affluent aussitôt auprès de ses proches. Le Journal du Loiret annonce les messes dites à sa mémoire et la remise de sa Croix de guerre. Fernand Rabier propose de donner son nom à une rue de la ville. Le 22 juin 1930, un buste est inauguré à l'entrée du faubourg Bourgogne ; il est toujours en place.



Portrait de
Madame Charles
Péguy par
Pierre Laurens,
Huile du toile,
1923.

Centre Charles
Péguy – Dépôt
Centre Pompidou

La mort d'Ambroise Soudé

En 1912, Ambroise Soudé soutient sa thèse *Le Patriotisme sacerdotal* au Grand Séminaire d'Orléans. Il y affirme que les prêtres doivent s'engager pour la défense de leur pays. Devenu dominicain, il étudie au Saulchoir en Belgique. Appelé en 1913, il choisit de revenir pour accomplir son service militaire à Lille puis Avesnes. En août 1914, il part avec le 84^e Régiment d'Infanterie vers Charleroi puis Guise. En septembre, sans nouvelles, Henri, son père, entreprend une véritable enquête auprès de ses camarades. Fin octobre, après des annonces contradictoires, le maire d'Orléans lui notifie le décès de son fils.

Henri poursuit néanmoins inlassablement ses investigations pour connaître les circonstances de la disparition. En 1919, il va sur les lieux du combat pour retrouver la dépouille de son enfant. En 1920, la médaille militaire est attribuée au caporal Soudé, déclaré « mort pour la France » le 30 août 1914 au combat de Le Hérie-La-Viéville.

En 1915, Maurice Barrès le cite dans l'article *Les Héros privés de gloire*. Il utilise le texte portant sur *Le Patriotisme sacerdotal* pour illustrer l'engagement nationaliste, mais censure l'idée catholique d'une vie et d'une mort offertes pour la rédemption de la France « oublieuse de ses traditions ».

Photographie
et documents

Archives municipales
d'Orléans – Fonds Soudé

Ambroise
Soudé
à droite

Archives
municipales
d'Orléans,
Fonds Soudé



- Propagande, « bourrage de crâne » et patriotisme -

Les enfants sont enrôlés dans l'engagement patriotique. Ils sont mis à contribution pour les collectes d'argent au profit des combattants. L'enseignement des maîtres est tourné vers l'exaltation de la patrie.

Les journaux nationaux et locaux subissent censure et communiqués officiels. Le « bourrage de crâne », expression inventée par les poilus, est à l'œuvre, contre lequel s'élèvent des voix réfractaires comme celle de l'anarchiste Armand. La propagande nationale utilise la figure de Jeanne d'Arc chère aux Orléanais.

Collection particulière



Les écoles à Orléans pendant la guerre

La guerre est inscrite dans le quotidien des enfants tant dans leur vie familiale qu'à l'école. Les revues pédagogiques tel le *Bulletin départemental de l'instruction publique* encouragent les maîtres qui ne sont pas appelés ou réformés, à «faire vivre la guerre» aux élèves: problèmes sur le nombre d'obus ou prix des aliments, rédactions et dictées sur l'arrivée d'un convoi de blessés, géographie et histoire des États-Unis, etc. La composition du jeune Jean Zay sur les avions et la guerre est reproduite à titre d'exemple dans le bulletin de juillet 1916.

Mais la réquisition des écoles publiques et privées, dès 1914, utilisées comme lieux de soins pour les blessés, transforme le quotidien des enfants qui ont classe dans des locaux de remplacement. Les autorités veilleront à un juste équilibre entre les besoins croissants de lits du Service de santé et la nécessité d'assurer la continuité des études.

À Orléans, les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, 100 et 130 lits, le lycée de jeunes filles, 250 lits, l'institution Saint-Euverte, 230 lits, l'école de garçons rue des Turcies, 317 lits, l'école libre de filles rue Croix-de-Bois, 52 lits, etc. sont réquisitionnés pour des durées variables.

Archives départementales du Loiret (1J2042)



Collection particulière



Archives départementales du Loiret (1J2054)



Table d'écoliers
Collection particulière



Victor Prouvé, l'effort de guerre par l'image

La guerre est devenue totale, et toutes les forces se trouvent mobilisées, les hommes, l'industrie, les finances, ainsi que les civils à l'arrière du front. Les esprits sont fortement sollicités par la propagande et les enfants des écoles vont faire l'objet d'une attention particulière.

Les manuels scolaires n'étant plus adaptés à la situation, le ministère de l'Instruction Publique commande en 1917 à Victor Prouvé, artiste membre de l'École de Nancy, une série d'affiches pédagogiques commentées par des instituteurs. Au nombre de 31, tirées par centaines de milliers d'exemplaires par Berger-Levrault, ces affiches, destinées à toutes les écoles, comportent de véritables leçons de morale civique. La vie à l'arrière, tout entière tendue vers l'effort de guerre, est représentée à travers des scènes qui vont offrir aux maîtres autant de sujets d'histoire, d'instruction civique, de français ou de calcul, tout en exaltant la notion de sacrifice.

Costume d'infirmière pour poupée
Tissu brodé
Collection particulière



Centre Charles Péguy

Figurine de soldat Bois et ivoire peints
1^{er} quart du 20^e siècle
Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux (2006.1.1545)



Jean Zay avec sa sœur Jacqueline et ses cousines Geneviève et Alice Rigal, en costumes d'infirmières (reproductions, 2016) Archives nationales (fonds Jean Zay, 667 AP/134)



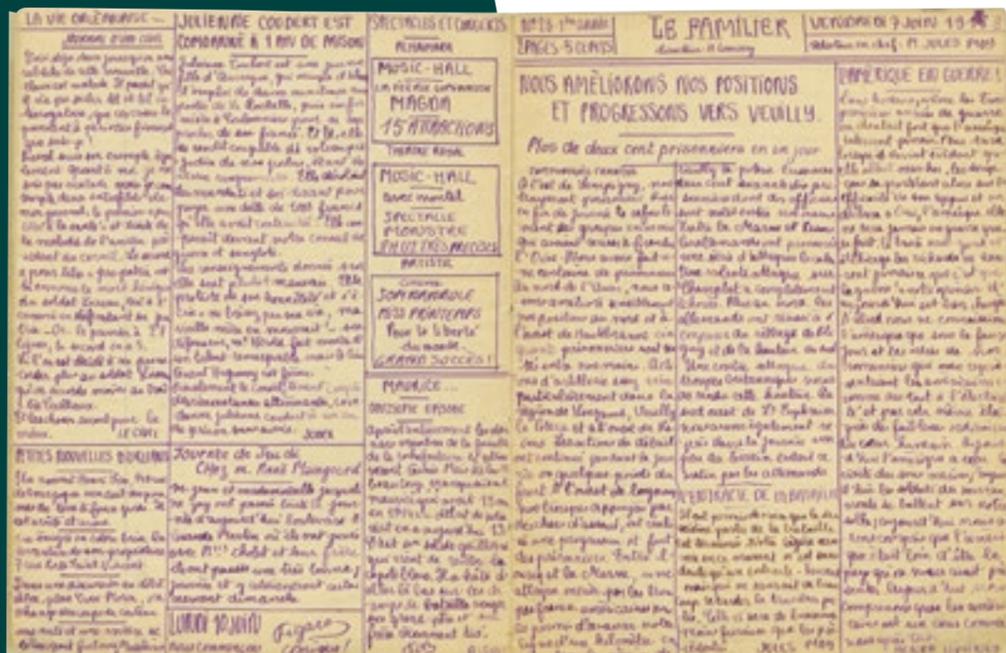
Jean Zay, l'enfant journaliste

On sait le destin brisé de Jean Zay, avocat, député radical du Loiret, jeune ministre de l'Éducation Nationale et des Beaux-arts dans le gouvernement du Front populaire, assassiné en 1944 par des miliciens. Ministre visionnaire, il va moderniser le système scolaire français et favoriser l'accès de tous à la culture.

L'enfance de Jean Zay est marquée par la Grande Guerre. Son père, Léon Zay, rédacteur en chef au Progrès du Loiret, est mobilisé dès août 1914 et va passer quatre ans au front. Dans leur maison orléanaise de la rue du Parc, Jean Zay va se faire reporter de guerre et confectionner seul un journal écrit à la main. Tenu entre 1916 et 1918 sur des cahiers d'écolier, Le Familier mêle événements familiaux et chroniques d'actualité, en affichant un patriotisme connotant.

Le 11 novembre 1918, le lycéen de 14 ans note avec un certain humour: « Le Familier, grâce à son privilège de paraître à midi, a été le premier journal du monde à annoncer la nouvelle de la victoire française et des alliés ». Et le 12 novembre 1918: « Un enthousiasme indescriptible règne dans la cité de Jeanne d'Arc ».

Le Familier, journal tenu par Jean Zay enfant n° 23, 7 juin 1918, et n° 137, 29 octobre 1918 (reproductions, 2016) Archives nationales (fonds Jean Zay, 667 AP/1)



Jean Zay tenant un fusil devant la façade de la maison de l'Ermitage (reproductions, 2016) Archives nationales (fonds Jean Zay, 667 AP/134)



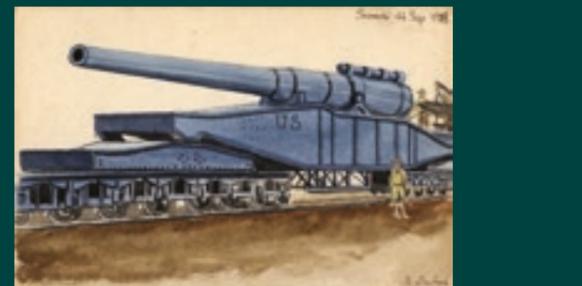
Dessins réalisés par Maurice Dubois 1916-1918 Collection particulière

Maurice Dubois, l'enfant dessinateur

Maurice Alfred Dubois naît à Olivet le 23 janvier 1902 de François Alfred Dubois et de Pauline Virginie Blondeau, cultivateurs à Romorantin. Alors que Maurice est encore enfant, ses parents partent pour Paris où ils achètent un commerce d'épicerie et de primeurs.

Maurice Dubois reste un temps dans le Loiret chez ses grands-parents maternels, jardiniers au domaine du Poutyl à Olivet, avant de rejoindre ses parents. Il suit chaque soir, à l'insu de son père, mais avec la complicité de sa mère, les cours de l'école des Beaux-Arts pour se perfectionner en dessin et en peinture. Très jeune, il fait ses premières aquarelles. Lorsque la Grande Guerre éclate, Maurice Dubois a 12 ans et son père est mobilisé. Maurice va vivre entre Paris et Olivet. Il réalise de nombreux petits dessins et cartes postales, inspirés en particulier de photographies parues dans Le Miroir, hebdomadaire exclusivement consacré au conflit. Il reproduit ainsi des navires ou des avions de guerre.

La paix revenue, Maurice Dubois devient peintre-décorateur. Il est employé par les ateliers Maillfert jusqu'en 1933. Il s'installe ensuite à son propre compte, rue de Bourgogne.



Maurice Dubois, enfant Collection particulière

Dessin réalisé par Maurice Dubois 1916-1918 Collection particulière



Victoire — — et démobilisation

« Paris 11 novembre 11h. - Armistice signé - Hostilités suspendues ».

Les cloches de toutes les églises sonnent alors à toute volée, les gens s'embrassent dans la rue, des drapeaux sont accrochés partout.

Mais Orléans n'a pas pu, comme Paris, organiser son défilé de la victoire le 14 juillet 1919, l'un des bataillons du 131^e ne pouvant être de retour que le 2 août. C'est donc le dimanche 3 août que sont fixées « les fêtes de la victoire ». Les hommes et les infirmières ne seront démobilisés que progressivement; les derniers poilus rentreront en octobre 1919.

En 1919, après une telle démonstration patriotique, une commission du conseil municipal propose des changements importants dans les noms de rues de la ville. Seuls quelques-uns seront adoptés qui perpétueront dans la ville le souvenir de ces quatre années de guerre.



L'addition
La Baïonnette,
5 décembre
1918
Centre
Charles Péguy

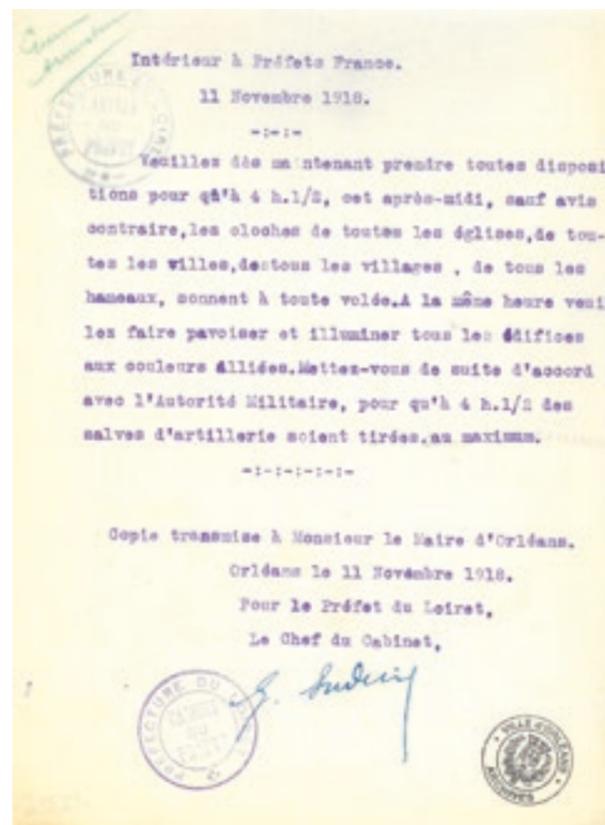
Armistice et démobilisation

Ce lundi 11 novembre 1918, la nouvelle se répand dans toute la ville, causant la plus grande effervescence: c'est l'armistice! Les cloches des églises sonnent à toute volée, les locomotives de la gare font marcher sirènes et sifflets, la foule se regroupe place du Martroi jusque tard dans la nuit, les gens se congratulent, des enfants défilent fusils de bois à l'épaule, c'est une liesse indescriptible dans les rues pavoisées aux couleurs des drapeaux français et alliés, animées grâce au concours de la musique américaine.

Cinq millions d'hommes attendent de rentrer dans leurs foyers. Mais l'annonce de l'armistice ne marquera pas encore la fin de leur épreuve; il leur faudra attendre plusieurs mois avant d'être libérés, la démobilisation française s'effectuant de façon échelonnée, à l'ancienneté. Le Traité de Versailles ne sera signé qu'en juin 1919 et la cessation de l'état de guerre ne sera décrétée qu'en octobre 1919.

Les régiments cantonnés à Orléans ne rentreront définitivement qu'au mois d'août 1919.

Pourvu d'un certificat de démobilisation, d'un pécule du combattant, habillé du costume civil fourni par l'État, l'homme libéré doit en théorie retrouver l'emploi qu'il occupait avant-guerre... La fin des hostilités va aussi marquer le départ progressif des nombreuses infirmières des hôpitaux auxiliaires, personnel diplômé ou bénévole, dont la présence aura été déterminante au sein des sociétés d'assistance aux blessés.



Manifestations de l'armistice demandées par le Ministère de l'Intérieur
11 novembre 1918

Archives municipales d'Orléans (1J336)



Les fêtes de la Victoire

Deux semaines après la signature effective du Traité de Versailles, le 28 juin 1919, qui fixe les conditions de la paix entre l'Allemagne et les Alliés, le défilé du 14 juillet à Paris sera l'occasion de rendre hommage à l'ensemble des troupes françaises et alliées qui ont combattu ensemble pendant le conflit.

Mais à Orléans, les festivités du 14 juillet n'auront pas l'éclat que prendront les fêtes de la Victoire du dimanche 3 août 1919, marquées par le retour triomphal du régiment cher à la ville, le 131^e Régiment d'Infanterie, cantonné caserne Coligny. La ville aura déjà acclamé le 24 mai 1919 la rentrée de son 45^e Régiment d'Artillerie.

Ces régiments auront participé aux durs combats de l'Argonne, Vauquois, Longwy, Verdun...

Le défilé est acclamé par une foule exaltée dans les rues ornées d'arcs de triomphe fleuris revêtus de l'inscription: « Gloire aux poilus! » Mais à son passage aussi, comme l'écrit le Journal du Loiret le 1^{er} août 1919, coulent les larmes de ceux qui se remémorent « les morts innombrables qui reposent sur les champs de bataille bouleversés par la mitraille. »



Collection particulière

Cartes postales
1919

Archives municipales
d'Orléans (2Fi2129)



Certificat de Berthe
Soudé,

15 septembre 1920

Archives municipales
d'Orléans, Fonds Soudé

Perpétuer le souvenir sur les plaques de rue

À l'Armistice, l'enthousiasme se manifeste en France par la volonté d'honorer les « artisans de la Victoire » et de perpétuer le souvenir des grandes batailles en attribuant leurs noms à des voies de communication.

À Orléans, la question est immédiatement mise à l'étude. Fin 1919, après de vifs débats, la commission chargée du projet propose des noms pour des voies récemment ouvertes. Ceux de l'Argonne ou encore de Maurice Dubois, conseiller municipal mort pour la France, sont choisis à cette occasion. La commission suggère également de nouvelles dénominations pour les quais et une série de grandes artères déjà existantes. Les quais Saint-Laurent, du Châtelet, du Roi et Neuf deviendraient les quais de l'Aisne, de la Marne, de l'Yser et de la Somme. Les rues Royale, Dauphine, Bannier et des Carmes seraient les rues des maréchaux Joffre, Foch, Pétain et du Général de Castelnau.

Le Maire, Fernand Rabier, s'oppose à ce mouvement qu'il qualifie de « Saint-Barthélemy » des rues. Il souhaite que les dénominations commémoratives se limitent aux voies nouvellement créées et à celles qui le seront à l'avenir. Le conseil municipal vote en ce sens.

Le mouvement de dénomination des voies en souvenir de la Grande Guerre se poursuivra ainsi bien après l'Armistice.



Collection particulière

ORLÉANS PENDANT LA GRANDE GUERRE

Une ville et des vies à l'arrière

Commissariat :

Auréli Bonnet-Chavigny (Centre Charles Péguy)
Marie Maignaut (Médiathèque)
Christelle Bruant (Archives Municipales)

Coordination : Sylvie Bauchet (Mission Mémoire)

Comité de pilotage : Abel Moittié, Nathalie Kerrien,
Sophie Ferkatadji, Olivier Ravoire

**Animation Ville d'Art et d'Histoire autour
de l'exposition :** Virginie Boyer

Réalisation technique : Sylvain Ledru et les équipes de la
Direction du Patrimoine

Photographies et multimédia : Christophe Camus

Régie et restauration : Véronique Berducat, Cécile
Bignon, Auréli Dufort, Laure Fuhrmann, André Parisot,
Odile Pienne-Sontag, Angélique Quinquenel

Communication et suivi graphique :
Léa Deletang, Fabien Mongella

Scénographe :
Justine Duquenoy - Société Présence France

Graphisme
Émilie Blondeau - Société Présence France

Graphisme communication : Laure Scipion

Programme table tactile : Société 1 EGAL 2

Studio d'enregistrement : Studio Nyima

Collections : Archives Municipales d'Orléans,
Archives Départementales du Loiret, Archives
Nationales, Centre Charles Péguy, Centre Hospitalier
d'Orléans, Centre Jeanne d'Arc, Médiathèque d'Orléans,
Musée Archéologique de l'Orléanais, Musée d'Art et
d'Histoire de Pithiviers, Musée de la Grande Guerre
du pays de Meaux, Musée des Beaux-Arts d'Orléans,
Museum d'Orléans, Service audiovisuel du Ministère
de la Défense (Ecpad)

Remerciements :

**Les commissaires de l'exposition remercient particu-
lièrement les personnes suivantes pour leurs prêts
ou dons sans lesquels cette exposition n'aurait pu se
faire :**

M^{me} Catherine Bailly, M. François Boulard, M^{me} Barbara
Cazenave, M. Roger Cogneau, M. Michel Dubois,
M. Pierre Gaudier, M^{me} Genty, M. Julien Larere-Genevoix,
M. Michel Lelait, M. Gaëtan Lemasne, M. et M^{me} Levy,
M. Philippe Minster, M. Abel Moittié, M. André Mussier,
M. Philippe Nivet, M. André Parisot, M^{me} Dominique
Pautas, M^{me} Claire Payan, M. Nicolas Payan, M^{me} Hélène
Schorestene, M^{me} Sandrine Sigiscar, M. Jean Signeux,
M. Bernard Soudé, M. François Terroir, M^{me} Marie Verdier,
M^{me} Catherine Martin-Zay, M^{me} Hélène Mouchard-Zay

Les associations, institutions et collectivités :

La DRAC, L'ONAC, Le Bleu de France, Le Souvenir
Français, Association des Amis du Patrimoine Hospitalier
d'Orléans, Association Jeanne Champillou,
Association « Je me souviens de ceux de 14 »,
Delaugère et Clayette Club

Nous remercions également M. Gerald Leroy pour sa re-
lecture attentive.

M. Sylvain Brien et M^{me} Cécile Henriot-Thierceault (Ville
de Saint-Jean-de-Braye) pour leur contribution pour le
plan.

Les morceaux choisis diffusés dans l'exposition sont lus
par Marie Maignaut.





Collection particulière

Musée des Beaux-Arts d'Orléans
rue Paul Belmondo
45000 Orléans
Tél. : 33 (0)2 38 79 21 55
E-mail : musee-ba@ville-orleans.fr

Sites Internet :
www.orleans-agglo.fr (rubrique Découvrir et sortir/Musées et exposition)
archives.orleans.fr
aurelia.orleans.fr
et www.musees.regioncentre.fr

Prix de vente : 2€

Ouvert du mardi au samedi de 10h à 18h - Nocturne vendredi 20h - Dimanche de 13h à 18h | Gratuit le 1^{er} dimanche du mois

www.orleans-agglo.fr

  OrleansetsonAgglo



VILLES & PAYS D'ART & D'HISTOIRE
14+18
CENTENAIRE
ORLÉANS 2014



Orléans
Mairie